



Journée de l'Europe

DOSSIER DE PRESSE

Jeudi 09 mai 2024

**Musée National
Yaoundé - Cameroun**



L'évènement

Célébrée le 9 mai de chaque année à travers le monde, la Journée de l'Europe permet de magnifier la paix et l'unité en Europe. Cette date marque l'anniversaire de la Déclaration historique prononcée, 9 mai 1950, par Robert SCHUMAN, considéré comme un des pères fondateurs de l'Union européenne.

Ce jour-là, M. Schuman propose la création d'une organisation européenne chargée de mettre en commun les productions françaises et allemandes de charbon et d'acier, industries indispensables à l'armement. Le but est de construire, entre Européens, des liens économiques et sociaux tellement étroits que la guerre – comme celle traumatisante de 1939-45 - serait impossible à envisager. La proposition de ce diplomate est acceptée et les jalons de la construction européenne sont plantés. La Déclaration Schuman est considérée comme l'acte de naissance de ce qu'est l'Union européenne aujourd'hui.

Pour l'édition 2024 de cette Journée, la Délégation de l'Union européenne (UE) au Cameroun et pour la Guinée Equatoriale organise, au Musée National à Yaoundé, une grande Réception, sur fond de diplomatie culturelle. Cette année, en effet, la Journée de l'Europe au Cameroun est célébrée sur le thème de la Culture, des partenariats et du renforcement de la solidarité entre les peuples.

Il s'agit d'un grand moment de partage et d'échanges de vues sur des projets/initiatives tangibles, palpables et concrets. Dans un monde en crise, avec la réapparition des velléités d'isolationnisme, de repli ou de retour aux extrémismes violents, il est plus que jamais indispensable de retrouver le sens de la coopération internationale et de l'action collective. Au-delà des différences politiques ou culturelles, l'Union européenne croit en un monde de justice et d'égalité où des citoyens du monde comprennent et partagent allègrement «l'audace d'agir ensemble»!

Les objectifs

- ★ Partager, avec plusieurs centaines d'invités, le plaisir et l'audace d'agir ensemble, en faveur d'un développement mutuel des peuples
- ★ Promouvoir la diversité comme valeur partagée entre le Cameroun et l'Union européenne dont la devise est justement «Unie dans la diversité»
- ★ Promouvoir des valeurs partagées de paix, de liberté, de droits de l'Homme et de démocratie
- ★ Faire connaître les actions et interventions de l'Union européenne et ses Etats membres, ainsi que celles des institutions européennes représentés au Cameroun (#TeamEurope).



Les grandes articulations de la Réception du 9 Mai 2024

Arrivée des invités
Accueil

18h30 : Début officiel de la soirée

Hymne de l'UE / Chorale OEACP (côté gauche)

Hymne du Cameroun / Chorale OEACP

Maitre de cérémonie : Ulrich Takam
Discours de l'Ambassadeur de l'UE
Présence d'un représentant du gouvernement
Toast
Arrivée du gâteau

Coupure symbolique du gâteau avec le représentant du gouvernement

Lancement du catering nourriture

Interview ambassadeur et représentant du gouvernement

Vidéo de 60 minutes à projeter tout au long de la soirée sur les principaux projets de l'UE au Cameroun

Exposition de 15 œuvres réalisées par de jeunes artistes pour vulgariser ce qu'est le Global Gateway et la relation entre l'UE et l'Afrique.

Présence médias

22h Fin de la soirée

A propos de la Délégation de l'Union européenne...

La Délégation de l'UE au Cameroun et - depuis 2020 - pour la Guinée Equatoriale fait partie des 139 Délégations représentées dans le monde et est rattachée au Service Européen d'Action Extérieure (SEAS). Inaugurée en 1975, les bureaux de la Délégation se trouvent à Yaoundé. Elle est, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne (décembre 2009), devenue une mission diplomatique à part entière, avec à sa tête un Ambassadeur.

Les missions de la Délégation sont à la fois politiques, opérationnelles et administratives.



En étroite collaboration avec les autres représentations diplomatiques et institutions européennes, la Délégation est mandatée pour assurer : la représentation de l'UE auprès du Cameroun ; le suivi des relations bilatérales dans les domaines politiques, économiques, commerciales et de coopération ; l'accompagnement de la participation du Cameroun au processus d'intégration régionale ; le suivi des questions panafricaines et la gestion des programmes/projets de l'aide extérieure de la Commission européenne.

★ **Une réforme des relations économiques et commerciales**

Le partenariat, qui tirait sa force de l'Accord de Cotonou, a été renouvelé sur de nouvelles bases, avec l'Accord de Samoa signé fin 2023. Celui-ci souhaite instituer un espace commun de prospérité qui prend notamment en compte les relations politiques, sécuritaires, économiques et commerciales; l'emploi, la transition climatique, la transformation digitale, ainsi qu'une composante toujours très importante de cette aide humanitaire qui matérialise à souhait les valeurs humanistes et fraternelles qui sont aux origines de la création de l'Union européenne.

Au Cameroun, l'UE est un partenaire fiable dont les liens d'amitié s'inscrivent dans la durée. Son action coordonnée avec celle de ses Etats membres et des institutions européennes de financement du développement (approche Team-Europe) est un facteur démultiplicateur au bénéfice des filles et fils du pays.

La mise en œuvre, en cours, du Programme Indicatif Multi-annuel (PIM 2021-2027) est l'un des symboles les plus visibles de cette nouvelle approche européenne des questions liées au développement. Il s'agit d'un partenariat renforcé, avec de nouvelles méthodes innovantes susceptibles de faciliter l'atteinte de résultats.

★ **Une nouvelle approche du partenariat**

Le Cameroun a conclu, avec l'UE, un accord commercial (Accords de Partenariat Economique-APE) qui vise à mettre le commerce au service du développement. Cet accord a été approuvé par le Parlement européen en 2013 et ratifié par le Cameroun en 2014.

Entré en application au Cameroun depuis août 2016, l'APE confère au Cameroun un accès immédiat en franchise totale de droits et sans contingent au marché de l'UE, tandis que les droits d'importation sur 80% des catégories de marchandises originaires de l'UE seront démantelés par le Cameroun sur une période de 15 ans, respectant les règles de l'OMC (Organisation Mondiale pour le Commerce) sur la création de zones de libre-échange.

Le Cameroun a exclu du démantèlement tarifaire 20% des marchandises originaires de l'UE (principalement les produits transformés agricoles et non agricoles), pour assurer la protection de certains marchés et industries agricoles locales, mais aussi pour sécuriser les recettes fiscales. Les produits exclus de l'APE comprennent la plupart des types de viande, de vins et spiritueux, du malt, des produits laitiers, de la farine, de certains légumes, du bois et des produits du bois, des vêtements et textiles usagés, ainsi que des peintures et pneus usagés.

★ **Une relation renforcée avec des acteurs et organisations de la société civile**

L'UE et ses États membres comptent parmi les principaux bailleurs qui soutiennent le développement et la structuration de la société civile au Cameroun.



Entre 2020 et 2023, la Délégation de l'UE a organisé de vastes consultations avec les organisations de la société civile dans les 10 régions du pays, afin de discuter des perspectives d'avenir.

Près de 400 organisations ont participé à ces échanges qui ont débouché sur l'élaboration d'un document de stratégie. Ce document, appelé «Feuille de Route» pour l'engagement de l'UE avec la société civile (période 2021-2025), intègre les principales conclusions de notre dialogue avec la société civile et établit un cadre renouvelé du partenariat avec ces acteurs non étatiques.

★ **Un soutien accru à l'autonomisation des femmes**

En 2021, l'UE a élaboré un Plan de mise en œuvre, au niveau national, de son 3e Plan d'action en matière de genre (GAP III). Ce plan est basé sur une consultation approfondie des défenseurs des droits de femmes et des organisations de la société civile camerounaise, des autorités, des bailleurs et des États membres de l'UE présents au Cameroun. Il intègre les conclusions des récentes analyses de genre, y compris celles menées par les États membres de l'UE à travers le Cameroun.

La Délégation couvre le Bureau régional de ECHO (Aide humanitaire de l'UE), et travaille étroitement avec la Représentation régionale de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour l'Afrique centrale.

★ **A propos de la Banque européenne d'investissement...**

La Banque européenne d'investissement (BEI) est la banque de l'Union européenne, détenue par les 27 États Membres de l'UE. Elle intervient dans le monde entier, finançant des projets concrets ayant un impact direct sur la vie quotidienne des populations.

En tant que banque de l'Union européenne, la BEI travaille en étroite collaboration avec l'UE et les institutions européennes de financement du développement. Elle est engagée à appuyer l'initiative « Global Gateway » à hauteur de 100 milliards EUR sur les 300 milliards EUR que représente le Global Gateway.

La BEI fournit des financements aux secteurs public et privé, combinés pour la plupart avec des subventions de l'UE facilitant ainsi la conception, préparation et implémentation des projets.

En 2022, la BEI a créé la branche « BEI Monde », dédiée exclusivement aux opérations hors UE, avec une expertise plus ciblée sur les particularités de chaque pays.

Depuis 1965, la BEI a un partenariat diversifié et de grande qualité avec le Cameroun, où elle a apporté des financements en faveur de l'innovation, du climat et de l'énergie avec notamment les énergies renouvelables, du transport, ainsi que le financement des PME favorisant l'emploi des jeunes et des femmes.

La Représentation régionale de la BEI inaugurée en 2016 à Yaoundé, couvre 7 pays de l'Afrique centrale : Cameroun, Gabon, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, République du Congo, São Tomé-et-Príncipe, et le Tchad.

A propos de l'Ambassadeur Jean-Marc CHATAIGNER

Jean-Marc CHATAIGNER est originaire de Granville en France. Diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux en 1985, il est reçu au concours de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) en 1986 pour une formation de cadre supérieur qui lui ouvre les portes de la Fonction publique française.

De 1990 à 2004, il va occuper de nombreuses responsabilités aux ministères français de la Coopération, des Affaires étrangères, de l'Economie et des Finances, tant à Paris que dans plusieurs postes diplomatiques (Abidjan, New-York). En 2004, il rejoint l'Agence Française de Développement (AFD), comme Directeur du pilotage et des relations stratégiques, avant d'être nommé directeur de Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie de 2007 à 2009.

Sa carrière de diplomate prendra un tournant important en 2009 lorsqu'il est accrédité comme Ambassadeur de France à Madagascar. Au bout de trois années passées à la tête de cette mission diplomatique, il devient Directeur Général Adjoint de la Mondialisation, du développement et des partenariats, avant de rejoindre ensuite en 2015 l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Il y occupe le poste de Directeur général délégué jusqu'en 2017, année au cours de laquelle il est promu Ambassadeur et Envoyé spécial de la France pour le Sahel.

Sa carrière au sein des institutions européennes débute en septembre 2019, avec sa nomination comme Ambassadeur de l'Union européenne en République Démocratique du Congo (RDC). Après quatre années de représentation à Kinshasa, il est nommé Ambassadeur de l'Union européenne au Cameroun et pour la République de Guinée-Equatoriale, où il vient de prendre ses fonctions en septembre 2023.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur les questions de développement et de coopération internationale notamment : *«L'ONU dans la crise en Sierra Leone - Les méandres d'une négociation»* (CEAN-Karthala, Paris, 2005) ; *«Etats et sociétés fragiles : entre conflits, reconstruction et développement»* (Karthala, Paris, 2007) ; *«Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation»* (Karthala, Paris, 2014) ; *«Un défi pour la planète - Les objectifs du développement durable en débat»* (Editions Quae/IRD, Marseille, 2017).





CONTACTS SERVICE DE PRESSE DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE

- ★ David Atemkeng (675 02 92 66). David.atemkeng@eeas.europa.eu
- ★ Elsa Di Méo (677 76 28 10). Elsa.DI-MEO@eeas.europa.eu

Contact presse pour la BEI

- ★ Isabelle Vovor : i.vovor@ext.eib.org

